

«Les grandes puissances n'ont jamais apprécié les pays neutres»

L'ancien ambassadeur Paul Widmer s'exprime sur la situation actuelle de la Suisse



Paul Widmer. (Photo BBCLCG/Wikipedia)

(Réd. Globalbridge) Enfin! La «Neue Zürcher Zeitung» a enfin publié un article qui met en avant des arguments importants en faveur du «oui» à l'initiative sur la neutralité.¹

Il s'agit d'une interview de l'ancien ambassadeur Paul Widmer. Pour des raisons de droits d'auteur, l'interview ne

sera pas publiée ici dans son intégralité, mais nous nous permettons d'en citer textuellement quelques déclarations concrètes de Paul Widmer.

A la question de savoir comment l'étranger réagit à la neutralité suisse: «Lorsque j'étais diplomate, c'est-à-dire jusqu'en 2014, la neutralité était en fait perçue de manière très positive partout.»

«La neutralité est un pilier central de notre démocratie suisse. L'ensemble de notre système gouvernemental est conçu pour laisser au citoyen individuel le plus grand nombre possible de décisions. Cela commence par le principe de collégialité: nous ne voulons pas de concentration du pouvoir entre les mains d'une seule personne. A cela s'ajoutent la démocratie directe, avec ses droits populaires étendus, le fédéralisme, avec sa structure ascendante, ainsi que la neutralité, qui limite le pouvoir à l'extérieur du pays.»

«Il est inhérent à la nature de la neutralité perpétuelle que le pouvoir du gouvernement soit limité. Quiconque se déclare perpétuellement neutre s'engage à ne pas déclencher de guerre et à ne soutenir aucune partie belligérante. Il s'im-



Vue depuis le château de Laupen en direction des Alpes bernoises. (Photo jpv)

pose délibérément des limites en matière de politique étrangère afin de servir ainsi la paix.»

«La Suisse a récemment perdu énormément de prestige, surtout auprès de ses voisins, mais aussi à l'échelle mondiale. Les réactions ont parlé d'elles-mêmes lorsque la Suisse a adopté les sanctions contre la Russie après l'invasion russe. Le président américain *Joe Biden* et le président russe *Vladimir Poutine* ont tous deux estimé que la Suisse n'était plus neutre. Si les deux principaux antagonistes s'accordent sur ce point, c'est que quelque chose a mal tourné.»

«Les grandes puissances n'ont jamais apprécié les pays neutres. Elles attendent qu'on leur emboîte le pas et privilégient donc les systèmes de sécurité collective. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Le président américain Woodrow Wilson en a été un exemple flagrant pendant la Première Guerre mondiale. Tant que les Etats-Unis restaient neutres, il se considérait comme leur chef de file. Après la déclaration de guerre américaine à la suite d'une attaque à la torpille allemande, il a déclaré que la neutralité n'était désormais plus possible. Cela s'est répété à maintes reprises au cours de l'histoire. La Suisse a dû résister plusieurs fois à des pressions massives.»

A propos de la décision du Conseil fédéral d'adopter globalement les sanctions contre la Russie:

«La Suisse a pris une série de décisions malheureuses. Dans un premier temps, elle a fait

* L'ancien ambassadeur *Paul Widmer* a exercé ses fonctions au sein du service diplomatique suisse de 1977 à 2014. Après avoir occupé des postes aux Etats-Unis et en Allemagne, il a notamment été ambassadeur en Croatie, en Jordanie, auprès du Conseil de l'Europe et au Vatican. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont un manuel sur la diplomatie.

volte-face et a repris l'ensemble des sanctions de l'UE. Ensuite, le conseiller fédéral *Ignazio Cassis* a mené une politique malheureuse à l'égard de l'Ukraine.» «Je fais référence (ici) à la fraternisation avec le président ukrainien *Volodymyr Zelensky* et à la conférence du Bürgenstock. Certes, la Suisse a le droit d'exprimer ouvertement à tout moment sa position vis-à-vis de la Russie et de toute autre puissance. C'est d'ailleurs ce qu'a fait le gouvernement. Un Conseiller fédéral ne doit toutefois pas fraterniser avec une partie belligérante. Si, parallèlement, un débat public a lieu pour savoir s'il faut inviter le président russe, cela va à l'encontre de la logique de la médiation. La discrétion et l'impartialité sont l'alpha et l'oméga des bons offices.»

«Dans ce conflit (en Ukraine) aussi, il faut en fin de compte une solution diplomatique. Et la Suisse doit la proposer comme elle l'a toujours fait par le passé. Cette fois-ci, elle ne l'a pas fait. On en voit le résultat. Il y a des Etats qui jouent un rôle de médiateur, mais la Suisse n'en fait plus partie.»

«Les négociations peuvent parfois durer très longtemps. Nous l'avons nous-mêmes constaté lors de la guerre d'Algérie, où la Suisse a joué un rôle majeur. N'oubliez pas: nous ne serions pas seuls si nous n'avions pas pris de sanctions contre la Russie. Parmi les grandes nations industrialisées, le G-20, la moitié ne l'a pas fait. En dehors de l'Europe, on estime clairement que les médiateurs neutres sont indispensables. Nous disposons surtout d'un atout majeur avec la Genève internationale. Mais avec de telles actions ratées, nous affaiblissons notre propre position.»

«La Suisse n'a pas besoin des bons offices pour justifier sa politique étrangère. Nous avons néanmoins très tôt cherché à compenser le privilège de la neutralité par des prestations spécifiques: sur le plan politique avec les bons offices, sur les plans humanitaire et juridique notamment par le biais du CICR et des *Conventions de Genève*.»

A la question de l'interviewer de la «*Neue Zürcher Zeitung*», *Tobias Gafafer*: «Les opposants, de la gauche jusqu'au PLR, parlent d'initiative pro-Poutine. Cela vous a-t-il touché?» Réponse de Paul Widmer:

«C'est une polémique mesquine. Qualifier les partisans d'une neutralité forte d'agents de Poutine est inacceptable. Ce serait comme si l'on avait présenté le conseiller fédéral *Motta* et tous ceux qui, dans les années 1930, voulaient revenir à la neutralité intégrale, comme des partisans de *Mussolini*.»

«La neutralité repose non seulement sur le droit de la neutralité, mais aussi sur la politique de neutralité. C'est un instrument politique et, à ce titre, elle est évolutive. Mais cette flexibilité a des limites. Sinon, nous ne nous serions pas engagés, en vertu du droit international, à rester neutres. Notre neutralité n'a de valeur que si nous démontrons de manière crédible aux autres que nous adopterons effectivement une attitude neutre en cas de conflit aigu. Nous y parvenons en menant une politique étrangère constante et prévisible. Et c'est à cela que contribue l'initiative.»

«L'ONU ne peut pas remplir sa mission (en raison du droit de veto de certains Etats). C'est précisément pour cette raison que notre neutralité est justifiée. Malgré l'interdiction du recours à la force, nous avons déjà connu des centaines de conflits depuis la création de l'ONU. Chaque conflit justifie à nouveau la neutralité.»

«La Suisse a besoin d'une armée forte pour garantir sa neutralité perpétuelle. L'étranger doit sentir que nous sommes prêts à nous défendre. Cela n'a pas été suffisamment le cas depuis la fin de la Guerre froide. Une politique étrangère crédible repose sur trois piliers: premièrement, une armée prête à intervenir; deuxièmement, le respect strict de nos obligations en matière de neutralité. Il serait désastreux que d'autres Etats aient l'impression que nous ne respectons ces obligations qu'à notre guise; et troisièmement, nous avons besoin d'une diplomatie crédible. Une diplomatie qui soit soutenue par notre propre population et qui fasse comprendre à l'étranger que la Suisse ne poursuit aucun agenda caché.»

Source: Globalbridge. <https://dieschweiz-online.ch/befuerworter-einer-starken-neutralitaet-als-putin-agenten-abzustempeln-ist-inakzeptabel>, 27 août 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ Article original: <https://www.nzz.ch/schweiz/befuerworter-einer-starken-neutralitaet-als-putin-agenten-abzustempeln-ist-inakzeptabel-ld.10020437>